

Dossier de presse

BILAN DU MANDAT 2020-2026



L'HISTOIRE DU GROUPE

Né dans le sillage du mouvement Archipel Citoyen lors des municipales de 2020, porté par le militant écologiste Antoine Maurice, le groupe Toulouse Écologiste et Solidaire s'est structuré après l'élection comme l'une des principales forces d'opposition à la majorité municipale et métropolitaine.

Ancré dans l'écologie politique, la justice sociale et la démocratie locale, il rassemble des élu·es issu·es des Écologistes, de Génération.s et des personnalités non encartées partageant une même vision : transformer Toulouse et sa métropole pour répondre à l'urgence climatique et aux inégalités sociales.

Composé de 9 élu·es représentant les communes de Toulouse, Cugnaux, Colomiers et Tournefeuille, le groupe intervient sur les grands choix structurants du territoire : mobilités, aménagement urbain, transition énergétique, solidarités et transparence démocratique.

Durant le mandat 2020-2026, dans un contexte de majorité de droite à la Ville et à la Métropole, Toulouse Écologiste et Solidaire a assuré son rôle d'opposition exigeante et constructive, formulant des alternatives concrètes et portant une voix constante pour une ville plus écologique, plus juste et plus démocratique.



SOMMAIRE

4	Climat, transition écologique	12	Nature en ville
5	Gestion des ressources	13	La Charte de l'Arbre
6	Patrimoine et urbanisme	14	Agents de la collectivité
7	Transports et mobilités	15	Economie, commerce, emploi
8	Mobilités douces	16	Logement
9	Sécurité	17	Santé
10	Petite enfance	18	Culture et sport
11	Ecoles	19	Démocratie et valeurs



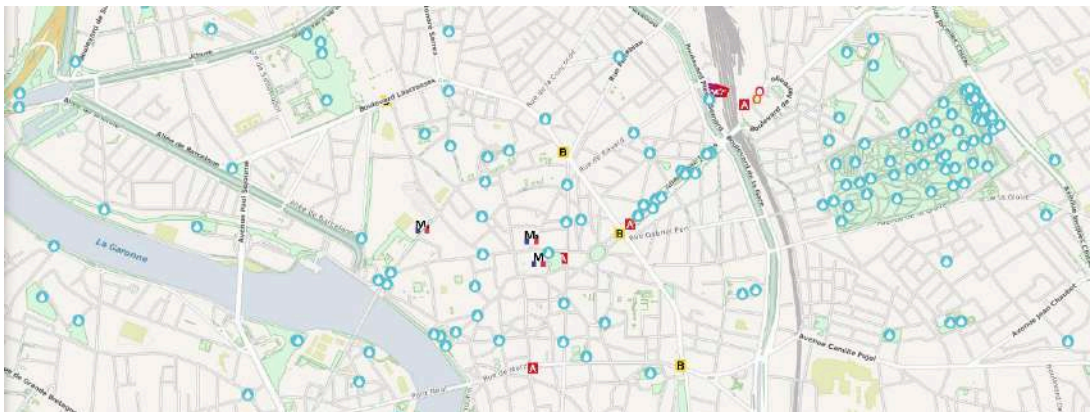
CLIMAT, TRANSITION ECOLOGIQUE

Immobilisme de Jean-Luc Moudenc

Depuis 2020, les rapports de développement durable de M. Moudenc sont incomplets avec plusieurs indicateurs clés qui manquent. Ce manque de transparence masque mal le peu de progrès réalisés et le retard pris sur nos objectifs de transition écologique et d'adaptation de la ville.

Une ville inadaptée aux chaleurs estivales

Le Plan estival "Toulouse + fraîche" prétend protéger les Toulousain·es : pourtant, de nombreux "îlots de fraîcheur" recensés sont en réalité des îlots de chaleur, bétonnés et sans réelle végétalisation : allées Jean Jaurès, carré de la Maourine, abords de la rocade...



La carte des zones de fraîcheur, site metropole.toulouse.fr

Emissions de gaz à effet de serre

Objectif fixé par le Plan Climat : - 40 %

Objectif atteint à mi-parcours : - 9 %

PAS DE RÉ-ÉVALUATION DEPUIS 2022



Une transformation radicale est urgente

Pour que Toulouse reste vivable dans un climat + chaud, la ville doit évoluer. Parmi nos propositions défendues :

- Débitumisation et végétalisation massive de tous les quartiers y compris les + denses et populaires
- Plantation des arbres centenaires de demain : essences adaptées et en pleine terre
- Protection stricte de nos derniers espaces naturels et agricoles : Parc de l'Hers, Paléficat, Malepère, Bordeblanche
- Plan d'urgence pour rénover les écoles vétustes et pour garantir un brasseur d'air dans chaque salle de classe

Contre les partenariats toxiques #RWC23



Pour la Coupe du monde de rugby, M. Moudenc a fait voter un sponsoring par TotalEnergies, géant pétrolier responsable de la crise climatique. Nous avons porté un vœu contre ce partenariat néfaste lors du Conseil de Métropole du 22 juin 2023.



GESTION DES RESSOURCES

L'eau : un bien hors du commun

M. Moudenc a confié la gestion de l'eau et l'assainissement à des délégataires privés (DSP). La rentabilité de ces contrats est fondée sur une hypothèse de hausse de la consommation. Or, celle-ci baisse depuis plusieurs années. Pour compenser leurs pertes financières, la Métropole indemnise les délégataires. Ainsi, les usagers paient deux fois, via leur facture et via leurs impôts.



HAUSSE DU PRIX DE L'EAU L'ÉTÉ
POUR TOUS LES USAGERS : + 42 %

Nous défendons la **reprise en régie publique** et la mise en place d'une **tarification solidaire et progressive**, avec la gratuité des premiers m3 vitaux.



Sophie Boubidi



M. Moudenc avait promis l'eau la moins chère de France avec le passage de sa gestion en DSP. Cela est faux, on constate une augmentation croissante du prix de l'eau et de ses services annexes et cela ne va pas aller en s'arrangeant. A la base, l'eau est gratuite. Ce qui est payant, c'est son acheminement et son traitement. Nous ne sommes plus en régie publique : c'est Véolia qui fixe le prix de l'eau.



Patrick Chartier



L'atteinte des objectifs du Plan Climat passe par la production renforcée d'énergie renouvelable. Les biodéchets et les déchets verts représentent un gisement important : la Métropole doit étudier le développement d'un méthaniseur pour produire du biogaz.



Pour une réduction ambitieuse des déchets et de l'incinération



L'incinérateur du Mirail, vétuste, va être reconstruit. Pour protéger la santé des riverains, nous avons défendu une position ambitieuse de réduction de sa capacité, associée à une politique volontariste de prévention des déchets :

- Soutien renforcé aux acteurs de la prévention, du réemploi et de la réparation
- Renforcement de la valorisation matière : réemploi, recyclage, compostage, etc.
- Respect de la loi sur le tri des biodéchets : la Métropole a plus de deux ans de retard sur le déploiement

PATRIMOINE ET URBANISME

Isabelle Hardy, <https://isabellehardy.fr/>



La maîtrise du foncier et du patrimoine est stratégique dans une ville, d'autant plus dans un contexte de raréfaction des ressources. C'est capital pour faciliter l'accueil d'associations, de projets culturels, pour implanter des services publics de proximité ou encore créer des logements.



Immeubles menaçant de tomber en ruine

Après des années de laisser-aller, la Ville s'est brutalement réveillée lors de l'effondrement du 4 rue Saint-Rome. Face à l'urgence, nous avons porté un vœu pour la réhabilitation de l'habitat dégradé au Conseil municipal du 29 mars 2024.

D'abord rejetées par M. Moudenc, nos propositions ont finalement été reprises :

- Création d'un permis de louer
- Mise en œuvre d'une OPAH pour réhabiliter le centre ancien
- Renforcement des moyens humains pour détecter et traiter rapidement les périls

Le patrimoine stratégique est bradé

Depuis 2020, nous nous opposons aux décisions de M. Moudenc de brader le patrimoine de la Ville : Caserne Vion, Espace Croix-Baragnon, Hôtel Saint-Jean, Hôtel de Lestang, golfs de la Ramée et Téoula...

Enfin, Toulouse dispose d'un PLUi-H

Le PLUi-H de Toulouse Métropole est entré en vigueur en janvier 2026. Le précédent document, voté en 2019, a été annulé par la justice car il visait à augmenter le rythme d'artificialisation des espaces naturels et agricoles.

Grâce à cette décision et à la loi Climat-Résilience, le PLUi-H de 2026 est plus vertueux. Nous avons défendu des axes d'amélioration :

- **Accueil réaliste** : baisser les objectifs démographiques pour prendre en compte les derniers scénarios de l'Insee
- **Biodiversité** : sanctuariser les terres agricoles et renforcer les trames vertes et bleues
- **Cohérence urbanisme/mobilités** : accueillir les nouveaux logements autour des transports structurants
- **Densification équitable** : répartir de façon équilibrée les nouvelles constructions dans tous les quartiers
- **Loger chacun·e** : construire une diversité de logements avec du locatif social, de l'accession à la propriété, du logement accessible PMR, adapté aux familles, seniors, etc.



TRANSPORTS ET MOBILITÉS

Thomas Karmann



En dehors de l'hyper-centre, plus de 70 % des trajets sont effectués en voiture, faute d'alternative. Déployer le réseau express vélo partout, réaliser un choc de l'offre sur les transports et concrétiser le RER sont un levier puissant de report modal, de justice sociale et de transition écologique.

Rocade toulousaine saturée

Dans notre métropole, les embouteillages constants font perdre à chaque automobiliste 66 heures par an en moyenne : nous devons leur apporter des solutions durables. L'arrivée de la ligne C permettra de capter une partie des automobilistes du centre et de la 1re couronne. En complément, renforcer l'offre ferroviaire est incontournable pour les habitants de la 2e et 3e couronne.

Des parkings lucratifs

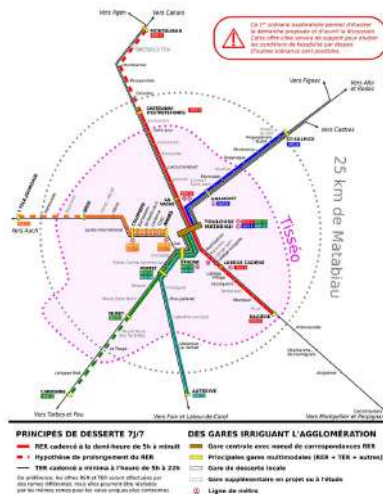
Aujourd'hui, la gestion des parkings souterrains est déléguée à des entreprises privées. Celles-ci perçoivent des recettes importantes à la place de la Métropole, qui pourrait les utiliser pour financer les mobilités.

C'est pourquoi nous avons défendu leur reprise en régie publique.

Un RER Métropolitain

Nous avons toujours soutenu la proposition de Rallumons l'Etoile et la réalisation d'un RER par phases afin d'en lisser le coût et d'obtenir des avancées concrètes à court terme :

- **Fréquence renforcée** : cadencement des TER à la ½ heure puis à terme, au ¼ d'heure en heures de pointe
- **Horaires étendus** : desserte large, de 5h à minuit
- **Tarification intégrée** : un titre unique pour prendre le TER, le métro, le bus, le VélÔToulouse, etc.
- **Circulations diamétralisées** : relier les territoires sans rupture de charge à Toulouse-Matabiau, par exemple Baziège-Castelnau d'Estrétefonds
- **Développement du réseau** : soutien aux AFNT et soutien au projet de création d'une halte à Lespinasse



MOBILITÉS DOUCES



Philippe Perrin, <https://www.philippeperrin.org/>

Promise par M. Moudenc en 2014, la réalisation du réseau express vélo est compromise par manque de courage. Le REV est pourtant un outil fondamental pour accompagner les évolutions de nos modes de vie en matière de mobilités.

Un Maire qui oppose la voiture au vélo



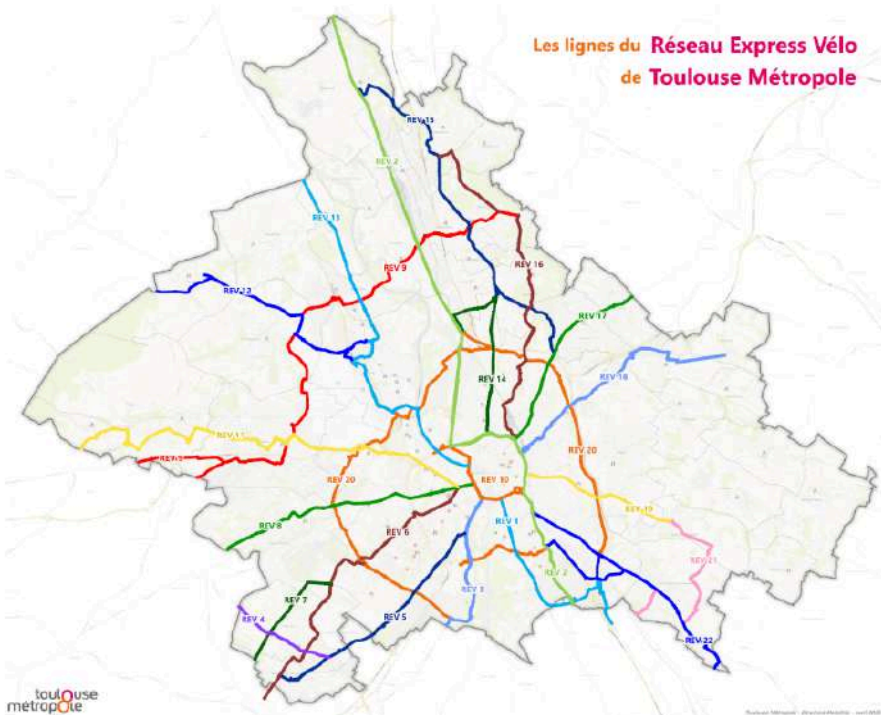
Depuis 2020, seulement 150M€ ont été alloués à la réalisation du réseau express vélo. Une somme insuffisante : aucune des 14 lignes prévues n'a été inaugurée. Pourtant, le potentiel de report modal est énorme : seuls 4 % des trajets sont aujourd'hui effectués à vélo.

Nous dénonçons les priorités politiques de M. Moudenc, qui préfère investir sur les projets routiers : près de 100M€ pour la seule Jonction Est, projet coûteux et superflu (gain estimé pour les automobilistes : 2 à 3 min).

Pour une cohabitation pacifiée sur la route

M. Moudenc a élaboré un Code de la Rue afin de se défaire sur les usagers, sans agir pour améliorer la voirie et les aménagements. Nous avons porté ces propositions :

- 30 km/h sur les axes sans piste cyclable sécurisée
- Sanction des excès de vitesse et stationnement sur trottoir ou piste cyclable
- Ecoles : sécurisation aux heures d'entrée et sortie de classe
- Zone à trafic limité sur l'hyper-centre de Toulouse et extension des aires piétonnes
- Maintien de la rue d'Alsace-Lorraine en zone piétonne : sensibilisation de tous les usagers à la limitation de vitesse en vigueur de 6km/h, et sécurisation d'itinéraires cyclables de substitution (ex : boulevard Carnot/Strasbourg/Arcole)



La carte du REV à l'échelle de Toulouse Métropole, site metropole.toulouse.fr



SÉCURITÉ



Traiter la complexité des enjeux de sécurité

Dès 2020, nous avons dénoncé le contrat biaisé de sécurité globale signé avec l'Etat : la Ville a beaucoup investi, en lieu et place de l'Etat qui n'a jamais rempli ses engagements.

Face à ces manquements qui entraînent une hausse de l'insécurité, nous avons porté un vœu au Conseil municipal du 1er décembre 2023, exposant notre approche globale :

- Rappeler l'Etat à ses obligations en matière de moyens pour la Police Nationale et la Justice ;
- Investir sur la prévention, la cohésion sociale et la médiation ;
- Renforcer la coopération de tous les acteurs du continuum de sécurité.



Romain Cujives



Il faut être modeste lorsque l'on parle de sécurité mais force est de constater que M. Moudenc a échoué sur le sujet. Pas un Toulousain ne peut dire qu'il se sent plus en sécurité aujourd'hui qu'il y a 6 ans. Six ans de discours. Six ans d'échec.



La sécurité, c'est aussi le soin aux victimes



En 2024, les restrictions budgétaires nationales ont servi de prétexte à M. Moudenc pour réduire son soutien aux associations et acteurs de la solidarité.

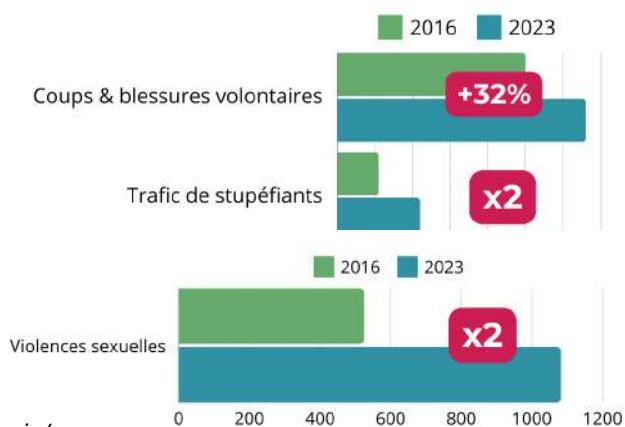
Nous avons combattu ces baisses de subventions qui, concrètement, signifient une baisse de moyens financiers et humains pour l'aide et l'accompagnement des victimes, la prévention des discriminations et des violences sur le terrain.

Evolution des chiffres de la sécurité



Les efforts de communication de M. Moudenc n'auront pas suffi à masquer la dégradation de la situation. Les chiffres du Ministère de l'Intérieur démontrent une forte hausse des atteintes aux personnes depuis 2016 à Toulouse.

Evolution de la sécurité à Toulouse



Source <https://ssmsi.shinyapps.io/>



Violences sexistes et sexuelles

Face à la forte hausse des VSS à Toulouse, nous avons porté un vœu au Conseil municipal du 27 mars 2025 décliné en plusieurs actions pour assurer la sécurité des femmes :

- Permanences d'accueil des victimes
- Education à l'égalité dès le + jeune âge
- Formation des élus et agents municipaux
- Contrôle des associations et clubs subventionnés
- Création de + d'hébergements d'urgence



PETITE ENFANCE

Antoine Maurice, <https://antoinemaurence.fr/>



Après 12 ans de mandat de M. Moudenc à Toulouse, on constate que la petite enfance suit une logique de marché lucratif, avec le développement de crèches privées et la casse du service public historique.

Un processus de privatisation des crèches

Jusqu'en 2022, le Centre Communal d'Action Sociale gérât 15 crèches publiques. Celles-ci ont été transférées à la Mairie pour "assurer une gestion unifiée". Mais, ce transfert n'était que la 1^{re} étape d'un plan de privatisation de nos crèches publiques, comme l'indique une note interne (obtenue après recours en justice). Dès 2025, la crèche Saint-Michel a été confiée au privé.

Si M. Moudenc est ré-élu en mars 2026, ce mouvement va s'accélérer. Sans contrôle renforcé, cette privatisation risque de faciliter le développement de dérives, observées dans quelques crèches privées peu scrupuleuses :

- Recrutement de personnels sous-qualifiés et mal rémunérés, générant sous-effectif et manque chronique de personnel
- Economies réalisées sur les repas, couches et consommables
- Détournement de fonds publics

Places en crèches : quels critères d'attribution ?

Nous avons défendu une meilleure transparence sur l'attribution des places en crèche et demandé que des critères plus justes soient mis en place. Chaque année, **1.600 familles se voient refuser une place en crèche** à Toulouse.

La majorité d'entre elles sont des familles modestes, car **le système actuel défavorise les parents précaires**, privés d'emploi ou à temps partiel : une injustice et un frein à la reprise d'activité. Les tout-petits paient aussi le prix fort puisqu'il sont privés de socialisation.

Des attributions financières sans contrôles

La Mairie subventionne des crèches sans réel contrôle, sans consulter leurs comptes et sans garantie sur la qualité de l'accueil. Nous avons alerté sur la nécessité de mieux prévenir les risques d'enrichissement personnel, permis par deux mécanismes :

- La crèche paie un loyer à une SCI immobilière, dont le montant augmente fortement (grâce aux subventions de fonctionnement)
- La crèche investit sur sol d'autrui et valorise le patrimoine immobilier qu'elle loue (grâce aux subventions d'investissement)



ÉCOLES

Investir sur le bien-être de nos enfants

Le bon accueil de nos enfants à l'école devrait être la priorité de la municipalité. C'est pourquoi nous avons présenté un vœu au Conseil municipal du 1er juillet 2022 pour une ville éducatrice, au service du bien-être des enfants :

- Refuser les fermetures de classe imposées par l'Etat
- Rétablir les moyens périscolaires : un·e ATSEM/classe, réhausser les taux d'encadrement pour l'animation
- Maintenir les écoles à taille humaine, comme Port-Garaud
- Rénover les écoles vétustes, adapter le bâti au réchauffement et végétaliser les cours de récréation
- Généraliser les "rues scolaires" pour la sécurité des enfants

Un Observatoire des écoles

A la rentrée 2022, nous avons lancé l'Observatoire des écoles : une démarche participative qui a permis d'identifier les difficultés des écoles toulousaines. L'enquête a révélé :



- 85 % des écoles inadaptées au réchauffement climatique
- 54 % des écoles ont des abords dangereux
- 63 % des parents ne se sentent pas écoutés par la Mairie

Cantines scolaires



La gratuité de la cantine a été supprimée pour les foyers les plus modestes en 2014. Nous souhaitons la rétablir pour assurer aux enfants au moins un repas complet et équilibré par jour. De plus, les enfants n'ont pas la possibilité d'avoir une option végétarienne à chaque repas. Nous souhaitons qu'il y ait chaque jour une option sans viande et sans poisson.

Des cours oasis efficaces : l'exemple de Tours



A l'instar de la ville de Tours, nous souhaitons des cours oasis ludiques et sportives, ombragées et d'ouverture à la biodiversité.



BIODIVERSITÉ



Interdiction des cirques avec animaux sauvages



Le 1er avril 2021 lors du Conseil de Métropole, nous avons soutenu un vœu pour qu'il n'y ait **plus d'animaux sauvages dans les cirques** et pour garantir un meilleur respect des lois pour les cirques itinérants.

Nous avons co-porté un vœu pour **permettre l'accès aux transports en commun des animaux domestiques, ainsi que de leurs propriétaires**, au Conseil de Métropole du 8 février 2024.



Gestion éthique des animaux liminaires

Nous avons défendu une cohabitation apaisée avec les animaux en ville, en dénonçant le gazage des pigeons, ainsi que le partenariat avec une association de chasse visant à abattre la faune sauvage à Toulouse.

Nous nous sommes mobilisés en portant un vœu au Conseil de Métropole du 15 octobre 2025 afin d'interdire les salons animaliers et leurs dérives : risques de maltraitance, négligence, abandon...



Nous nous sommes exprimés en faveur de la libération de Paul Watson et nous avons publié une lettre ouverte pour que Toulouse et Jean-Luc Moudenc se positionnent en ce sens.



Défense de la Charte de l'Arbre

Depuis 2019, Toulouse s'est dotée de la Charte de l'Arbre, dont les préconisations techniques ne sont pas respectées. Nous ne cessons de revendiquer sa mise en application.

Zéro artificialisation nette

Nous avons présenté un vœu pour défendre le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) face aux tentatives de détricotage lors du Conseil de Métropole du 11 décembre 2024. Nous défendons la nécessité de moyens renforcés pour les élus locaux face à l'urgence climatique : réhabilitation des friches, fiscalité adaptée, outil de gestion foncière...



ZAC DE MALEPÈRE

Il s'agit d'un cas d'école de l'aménagement non durable.

L'artificialisation de 113 hectares de terres riches en biodiversité, avec plus de 56 espèces animales, aboutit à la perte d'un poumon vert précieux pour les habitants.

Les mesures de "compensation écologique" prévues sont illusoires et relèvent du dévoiement de la séquence Eviter-Réduire-Compenser.

L'ARBRE

DANS LA VILLE



MAIRIE DE  TOULOUSE
WWW.TOULOUSE.FR

Toulouse en grand !

POUR UNE VÉGÉTALISATION AMBITIEUSE QUI RESPECTE LA CHARTE DE L'ARBRE



Michèle Bleuse



Végétaliser ne consiste pas à mettre des arbres dans des bacs ou sur le toit de parkings souterrains. Ils ne peuvent pas survivre dans ces conditions. Pour végétaliser pour l'avenir et créer des îlots de fraîcheur, il faut adopter une vision d'ensemble. La Charte de l'Arbre peut être une feuille de route efficace, encore faut-il qu'elle soit appliquée.



La Charte de l'Arbre

La Charte de l'Arbre a été adoptée en 2019, par un vote unanime du Conseil municipal. Elle compile les différents aspects de la protection des arbres, particulièrement comment les accueillir et les intégrer à l'aménagement, ainsi que leurs modalités d'entretien. Cette charte a pour objectif d'engager la Mairie à mieux valoriser les arbres, à les intégrer à ses plans d'urbanisme et à assurer un entretien adéquat. Elle a pour ambition la préservation des arbres dans la durée afin de tirer profit de leurs nombreux bienfaits écologiques et sanitaires.

FRANCIS HALLÉ

DU BON USAGE DES ARBRES

UN PLAIDOYER À L'ATTENTION
DES ÉLUS ET DES ÉNARQUES



Francis Hallé, *Du bon usage des arbres* ”

Avec le respect dû aux représentants du peuple, mais la fermeté qui s'impose lorsque la santé publique est en jeu, je vous dis à vous, élus que vous pratiquez une triple arnaque si vous croyez nous rassurer en assurant que pour un vieil arbre abattu, dix jeunes arbres seront plantés.

AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ



Une prise en compte des douleurs menstruelles

Le vœu que nous avons porté au Conseil de Métropole du 20 juin 2024 en faveur de la santé menstruelle des femmes au travail a été adopté. Cela permet de briser un tabou et d'obtenir des avancées concrètes pour nos agentes souffrant de règles incapacitantes :

- Recours étendu au télétravail
- Ajustement des horaires (arrivée, départ, pauses)
- Aménagement des postes et missions : report des tâches physiques, des déplacements, etc.

Proxima, une restructuration à marche forcée

Nous nous sommes opposés au projet Proxima, mené par le DGS de M. Moudenc contre l'avis des syndicats et de la plupart des agents. Cette restructuration profonde des services municipaux et métropolitains, non-concertée, s'est accompagnée de mobilités forcées et de déclassements professionnels. Il en résulte tensions, désorganisation et morcellement de certains services. Ce projet a également été l'opportunité de supprimer des postes en toute discrétion et a engendré des situations de sous-effectif chronique.



La casse des bibliothèques

Toulouse bénéficie d'un riche réseau de 22 bibliothèques de quartier, assurant une mission essentielle de lien social et d'accès à la culture pour toutes et tous.

Déjà fragilisées par Proxima, les bibliothèques subissent depuis 2024 une cure d'austérité inédite : - 8 % d'effectifs, - 60 % de budget pour les actions culturelles. De ce fait, l'amplitude horaire est réduite et les fermetures imprévues se multiplient.

Nous avons porté un vœu au Conseil municipal du 20 juin 2025 pour rétablir les moyens nécessaires au bon fonctionnement de ce service public et saluer l'engagement remarquable des bibliothécaires dans ce contexte intenable.



Sursis pour l'EHPAD Pierre Ducis

Nous nous sommes mobilisés, aux côtés des agents de l'EHPAD Pierre Ducis, contre son transfert de la fonction publique hospitalière vers la territoriale. Concrètement, cela pourrait alourdir le coût pour les familles des pensionnaires et précariser davantage les personnels. Le CCAS et la Mairie ont pour l'heure renoncé mais rien n'est acquis au-delà de 2026.



ECONOMIE, COMMERCE, EMPLOI

Défendre l'emploi et la filière aérospatiale



Nous avons fait voter à l'unanimité un vœu pour réaffirmer le leadership français dans le domaine spatial, lors du Conseil de Métropole du 17 octobre 2024. Cette initiative visait à :

- **Soutenir les salariés** de Thalès Alenia Space, mobilisés face aux menaces de suppression de leurs emplois
- Interpeller les leaders du secteur, dont Thalès et Airbus, sur les risques psycho-sociaux, la **préservation de l'emploi et des savoir-faire stratégiques**
- Interpeller l'Etat sur le besoin d'une **feuille de route pour la filière française** du spatial, au service de la souveraineté nationale et européenne

Réguler les darkstores et darkkitchens



Lors du Conseil de Métropole du 23 juin 2022, nous avons fait voter un vœu pour réguler ces activités et limiter leur implantation aux zones industrielles dédiées.

Cela permet de préserver le commerce de proximité et la tranquillité des quartiers résidentiels.



Pour accueillir Ipsophène dans un lieu adapté

Le projet porté par Ipsophène vise à renforcer notre souveraineté pharmaceutique en produisant localement du paracétamol. Un projet vertueux, qui présente cependant des risques importants dans un environnement urbain, encore marqué par la catastrophe d'AZF.

C'est pourquoi nous avons défendu l'accueil d'Ipsophène sur notre territoire dans un lieu adapté à ses activités industrielles et pas sur l'île du Ramier, comme envisagé par le Préfet et par M. Moudenc.

Publicité sur les abris voyageurs

En 2022, la Métropole a renouvelé la concession accordée pour l'entretien des abris voyageurs. A cette occasion, nous avons interpellé M. Moudenc afin de faire évoluer ce marché, sans succès. Nos demandes relevaient pourtant du bon sens :

- Végétaliser et ombrager les abris voyageurs
- Proscrire les écrans de publicité numériques
- Limiter l'éclairage des panneaux publicitaires
- Interdire les contenus publicitaires climaticides ou sexistes



LOGEMENT

Encadrement des loyers

Dès la campagne de 2020, nous proposons d'**expérimenter l'encadrement des loyers à Toulouse** et nous avons défendu cette proposition tout au long du mandat. Pour nous, le logement est un droit fondamental qui doit être sorti des logiques spéculatives du marché. A Toulouse, les loyers ont progressé de **+ 40 % en 15 ans** : la ville devient inaccessible pour une part croissante de Toulousains et de familles, contraintes de quitter leur ville à l'arrivée d'un enfant.



La régulation des locations de courte durée

Nous étions favorable aux mesures de retrait des cadenas Airbnb de l'espace public. Cependant, cette action n'a pas été jusqu'au bout puisque résident encore de nombreux cadenas sur le mobilier public.

De plus, nous souhaitons réguler fermement les meublés touristiques : il est urgent de limiter drastiquement la transformation de logements en locations de courte durée pour les remettre sur un marché locatif classique à flux tendu.



Une plus grande offre de logements étudiants

La ville de Toulouse étant de plus en plus attractive, notamment pour les étudiants, nous pensons qu'il ne faut plus attendre afin de lancer un plan de construction de logements publics étudiants ambitieux.

Il y a trop peu de logements CROUS et de logements sociaux étudiants face à un nombre croissant d'étudiants précaires boursiers ou non-boursiers.

Enfants à la rue



Nous avons régulièrement dénoncé les carences de la Préfecture en matière d'hébergement d'urgence et de mise à l'abri, y compris des enfants dont plus de 300 dormaient à la rue en 2024.

Prises en charge sur une courte durée, les familles sont remises à la rue par le Préfet sans solution pérenne.

M. Moudenc n'a rien fait malgré nos alertes et nos interventions en Conseil. Pire encore : les enseignants ayant aidé ces familles à s'abriter du froid ont reçu des avertissements.



SANTÉ



L'environnement des individus a un impact majeur sur leur état de santé. Les difficultés d'accès aux soins, la pollution de l'air et les nuisances sonores sont des fléaux de santé publique qui méritent une action plus forte de Toulouse Métropole.

Garantir l'accès aux soins pour tous et partout

Depuis le début du mandat, nous défendons l'élargissement de la mutuelle communale à l'ensemble des Toulousain·es car le renoncement aux soins touche aussi les jeunes, les actifs, les familles. Nous avons défendu le maintien du service de médecine générale à l'hôpital Joseph Ducuing en faisant voter un vœu au Conseil municipal du 8 février 2021 et nous soutenons le combat des habitants du Centre pour l'ouverture d'une maison de santé dans leurs quartiers.



Un quartier entier contaminé au plomb

Le secteur Fondeyre-Barrière de Paris a été contaminé au plomb par l'ex-usine STCM. Malgré plusieurs cas de saturnisme, la densification se poursuit au cœur de la zone polluée : 800 logements et même un groupe scolaire. Nous avons soutenu les riverains et dénoncé la non-application du principe de précaution.

Pour un couvre-feu nocturne à l'aéroport



Depuis le début du mandat, nous soutenons le combat des 42.000 habitants du couloir aérien, exposés au bruit des avions de jour comme de nuit. Nous avons porté un vœu au Conseil de Métropole du 16 décembre 2021 pour préserver la santé des populations impactées :

- Couvre-feu de 23h à 6h à l'aéroport Toulouse-Blagnac
- Limitation du nombre de vols entre 22h et 23h, puis entre 6h et 7h
- Restriction de vol pour les appareils les plus bruyants
- Dérogation pour les vols d'urgence sanitaires, gouvernementaux et militaires ainsi que les impératifs liés à l'activité des constructeurs

Une première avancée pour le droit au repos en cœur de nuit



Depuis fin 2024, il n'y a plus de vols programmés (ni départ ni arrivée) entre 00h et 6h. Toutefois, de nombreux vols basculants (arrivées retardées) sont encore tolérés au cœur de la nuit, alors qu'ils sont très majoritairement le fait d'une ou deux compagnies récalcitrantes.



CULTURE ET SPORT



Depuis fin 2024, M. Moudenc a infligé une cure d'austérité sans précédent à tous les acteurs de la culture et du sport :



-20%



-40%

Dans la plupart des cas, ces baisses ont été confirmées pour 2026, affectant durablement les programmations, les artistes et l'ensemble des Toulousain·es qui bénéficient d'une offre moins riche.



Si officiellement, il y a toujours autant de bibliothèques, leurs horaires d'ouverture ont drastiquement baissé, notamment dans les quartiers populaires. Certaines sont accessibles uniquement sur les temps d'école ou de bureau, ne permettant plus de s'y rendre.

Nos propositions n'ont pas été retenues et depuis, l'austérité à l'encontre des acteurs culturels se poursuit. Sans un sursaut rapide, c'est tout un écosystème qui pourrait disparaître.

Douche froide pour les piscines

Le parc toulousain est vieillissant, plusieurs piscines sont fréquemment saturées et font l'objet de fermetures imprévues pour défaillance technique. Nous avons alerté à plusieurs reprises M. Moudenc sur la nécessité de **développer un plan global de rénovation**, dans l'intérêt de l'ensemble des usagers et des enfants qui apprennent à nager. A ce titre, nous avons **soutenu le projet de Cité de la Natation**, à mener en complément de la rénovation de l'existant.



Le théâtre et la culture sourde en sursis

Toulouse a été pionnière du développement de la langue des signes (LSF) et est considérée comme capitale culturelle sourde. Notre ville bénéficie d'une riche programmation de théâtre LSF et même de l'Ecole de Théâtre Universelle, seule formation d'Europe pour les comédiens sourds. La pérennité de cette formation est aujourd'hui menacée en raison d'un désengagement des financeurs. Nous avons porté un vœu au Conseil municipal du 29 septembre 2025 pour garantir le maintien de cette formation et de la programmation de théâtre LSF.



DÉMOCRATIE ET VALEURS

M. Moudenc lègue des finances dégradées

L'analyse des comptes de Tisséo et de Toulouse Métropole souligne le fort endettement contracté par M. Moudenc pour financer ses projets, notamment la ligne C du métro. A ce stade, les capacités de remboursement ne sont pas garanties : les prochains élus hériteront ainsi d'une dette massive. Charge à eux d'éponger les dettes du mandat 2020-2026, ce qui pourrait compromettre de futurs projets.

Pour une réelle participation citoyenne

Tout au long du mandat, nous avons défendu l'importance de concerter largement l'ensemble des citoyens pour tous les projets les concernant, et de tenir compte des demandes exprimées. Par exemple, le projet de Jonction Est a été désapprouvé par 94 % des participants de la concertation, mais M. Moudenc a malgré tout accordé un avis favorable au projet.

Appel à la dignité dans le débat démocratique

La campagne électorale de 2020 a été marquée par des violences et attaques personnelles graves, allant jusqu'à la condamnation d'un ancien collaborateur de M. Moudenc pour injure homophobe envers un candidat. Forts de cette expérience, et face à la multiplication des manipulations et tentatives de désinformation des citoyens et électeurs, nous avons défendu un vœu pour une campagne électorale digne au Conseil municipal du 6 février 2026.



Pour commémorer l'héritage de la Retirada

Toulouse et l'exil républicain espagnol sont indissociables. Terre d'accueil, bastion de résistance, notre ville compte aujourd'hui 20 % de Toulousain·es d'origine espagnole. Afin de célébrer cet héritage historique, politique et culturel, nous avons fait voter un vœu au Conseil municipal du 30 juin 2023 pour la commémoration de la Retirada.

Défenseurs de la République






Depuis le début du mandat, nous avons exercé notre vigilance afin de dénoncer les atteintes de M. Moudenc à nos principes républicains, tels que la liberté d'expression et la laïcité. Nous avons soutenu les bibliothécaires et les artistes ciblés par la censure d'un atelier de lecture drag en 2023, décidée pour satisfaire un groupuscule d'extrême droite. Nous avons également défendu l'ONG Médecins Sans Frontière, dont une exposition a été annulée par la Mairie. Nous avons aussi dénoncé les entorses à la laïcité, telles que la mise à disposition gratuite de moyens publics afin d'organiser des événements confessionnels.

Une gouvernance "collective" qui interroge

En début de mandat, M. Moudenc a fait signer aux Maires un pacte de majorité, qui n'a jamais été rendu public et qui impose aux communes de voter favorablement les décisions budgétaires, en contrepartie de places dans l'exécutif de la Métropole.



MERCI POUR VOTRE CONFIANCE

-  <https://elus-ecolocitoyens-toulousemetropole.fr/>
-  <https://www.facebook.com/EluesEcolosToulouseM>
-  https://www.instagram.com/toulouse_ecologiste/
-  <https://bsky.app/profile/toulouseecologiste.bsky.social>
-  https://x.com/Ecolo_ToulouseM